

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Après le voyage de Giscard au Brésil

Giscard est revenu du Brésil avec, dans ses poches, un certain nombre d'accords de coopération, en particulier un accord de coopération technologique et un accord de coopération culturelle; les ministres, de leur côté, ont échangé des notes sur la coopération dans le domaine des énergies nouvelles et de la justice (dans ce domaine, il s'agirait d'un accord d'extradition à signer avant la fin de l'année).

La déclaration signée par les deux présidents, Giscard et Ernesto Geisel, affirme que le Brésil et la France sont unis « dans le respect des mêmes principes d'indépendance, de liberté, de justice, de progrès et de paix. » Et par là, le gouvernement apporte une caution politique et idéologique au régime de dictature qui maintient, aujourd'hui, le peuple brésilien dans la misère et la terreur. Alors qu'il met en place un processus de démocratisation à sa manière (abrogation de l'acte institutionnel No 5 qui donnait tous les pouvoirs exécutifs au président), mais qui ne remet rien en cause fondamentalement, Geisel avait bien besoin de cette caution française. Les travailleurs de France, qui connaissent la réalité des dictatures en Amérique latine, ne peuvent accepter cette mascarade, ni cette forme de coopération qui ferait échanger quelques dizaines de réfugiés nazis contre des travailleurs venus chercher, en France, un refuge contre la répression qu'ils subissent en luttant pour la liberté de leur peuple.

Les travailleurs brésiliens, de leur côté, se lèveront un jour en masse malgré la répression, comme le fait en ce moment le peuple du Nicaragua, et il trouvera à ses côtés les travailleurs français pour le soutenir.

Pour autant, le développement des relations économiques entre pays du tiers monde comme le Brésil et la France, pays européen, ne doit pas être considéré comme un fait négatif. Cela contribue à faire reculer une emprise de l'impérialisme US jusqu'ici à peu près exclusive.

C'est un de ces facteurs qui affaiblissent les deux superpuissances et oppose un front plus fort et plus uni à la course qu'elles se mènent pour l'hégémonie. C'est aussi retarder la guerre qu'elles préparent.

Claire MASSON

Samedi à l'occasion du 2^e anniversaire de la Chine populaire a eu lieu à Paris une journée d'amitié avec la Chine
Voir nos articles page 4

FOYERS SONACOTRA

Attaques contre les résidents

Français - immigrés riposte immédiate



Photo du Comité de coordination.

Après les déclarations de Barre, le pouvoir accentue ses attaques contre nos frères immigrés.

Au foyer Sonacotra de Gennevilliers, la police vient vider les chambres de 21 résidents et changer les serrures.

A Reims, des menaces de mort sont envoyées à des résidents et des sympathisants de leur lutte.

A Gennevilliers, la riposte immédiate des résidents a imposé le maintien des 21 menacés d'expulsion, pas dans leur chambre toutefois.

Riposte immédiate dans l'unité Français-immigrés, c'est la voie à suivre.

(Voir notre article P.3)

Un cessez-le-feu au Liban

Une situation dangereuse dans la région

C'EST samedi, à la suite d'une entrevue très froide entre le président libanais Sarkis et le Syrien Assad, de retour de Moscou, qu'était décidé un cessez-le-feu à Beyrouth.

Dans la même journée, le Conseil de sécurité avait, lui aussi, voté une résolution. Mise au pied du mur, l'URSS n'avait pas opposé de veto.

Après l'échec relatif qu'a signifié pour elle la signature,

hors de sa présence, des accords de « Camp David », l'URSS semble décidée aujourd'hui à reprendre l'offensive au Moyen-Orient. Cette volonté s'est, notamment, manifestée au cours du voyage du président syrien Assad à Moscou. C'est en tant que délégué du Front de la fermeté qu'Assad était à Moscou. Nul doute, cependant, que les conversations auront beaucoup porté sur le Liban.

A la suite de ces rencontres, Moscou, tout en réaffirmant vouloir relancer la conférence de Genève, a émis l'idée d'un « Camp David » à l'envers, c'est-à-dire

d'une conférence d'où seraient exclus les Américains.

Il s'agirait, en fait, d'une conférence du Front de la fermeté, élargie à l'URSS. Cette initiative, qui serait très dangereuse pour tous les peuples de la région, ne devrait cependant soulever que peu d'enthousiasme dans les pays arabes. Les Palestiniens, notamment, déjà échaudés plusieurs fois par les bons offices soviétiques, se montrent particulièrement prudents.

Malgré tout, le danger d'un net renforcement des positions du social-impérialisme soviétique reste très présent au Moyen-Orient.

1966-1976
Enfance de l'euro-communisme
un dossier en page 8

Berlinguer Marchais:
L'Europe, pour ou contre un article en page 5

LE MONDE EN MARCHÉ

Meeting de solidarité aux
emprisonnés politiques tunisiens

Développer la solidarité la plus large

DIMANCHE à Paris, était organisé un meeting de solidarité avec les emprisonnés politiques en Tunisie, et en particulier avec les trente syndicalistes de l'UGTT menacés de mort. Au cours de ce meeting, plusieurs interventions ont dénoncé avec force la violation des droits de la défense, la répression policière, la misère qui régnait en Tunisie et ont appelé à élargir le soutien à l'égard des prisonniers politiques. Près de 200 personnes ont assisté à ce meeting.

Les intervenants, dont un avocat choisi par les inculpés pour les défendre, ont témoigné et fait état de la violation constante des droits de la défense et de la parodie de justice que constitue ce procès. Les cinquante-neuf avocats choisis par les inculpés ont été récusés par la Cour de sûreté de l'Etat pour « atteinte à la dignité de la cour ». A juste titre, ils avaient affirmé la non-constitutionnalité de cette Cour, ils avaient aussi protesté contre le fait de n'avoir eu les dossiers (5 000 pages) que trois jours avant l'ouverture du procès. Le pouvoir a refusé que des avocats mandatés par des organismes internationaux en observateurs puissent assister à ce procès. Ce ne sont là que quelques unes des violations multiples des droits de la défense qui ont été dénoncées au cours du meeting.

Les interventions ont fait état également des atteintes aux libertés démocratiques, syndicales, au droit de grève,

et à la répression policière, par exemple, de très nombreux grévistes de janvier dernier ont été licenciés, certains ont été victimes de rafles et enrôlés de force pour effectuer du travail forcé dans l'armée. C'est celle-ci qui reçoit la majorité de leur salaire. 3 000 grévistes environ ont aussi été jugés en flagrant délit et condamnés à de très lourdes peines de prison, cinq à six ans. Les interventions ont aussi mis l'accent sur la baisse croissante de niveau de vie, la montée vertigineuse des prix en particulier sur les objets de première nécessité et le blocage des salaires. Face à cette misère, face à la répression, la combativité pourtant n'est pas absente, bien qu'elle ne puisse pas s'exprimer sous des formes ouvertes, il existe une résistance passive, par exemple.

Les élections professionnelles sont boycottées bien souvent, ainsi que les réunions syndicales car une direction fantoche de l'UGTT a été mise en place



Habib Achour

par le gouvernement. Enfin, dans ce meeting, les interventions ont appelé à développer le soutien de façon plus large envers les emprisonnés politiques. Le meeting s'est terminé sur la présentation d'un montage diapos.

Emeutes populaires au Guatemala

Depuis lundi dernier, deux graves émeutes populaires se sont déroulées au Guatemala. Rien que dans la capitale, neuf personnes ont été tuées et on compte près d'un millier de blessés.

A l'origine de ces émeutes, l'annonce faite par le gouvernement d'une nouvelle hausse des tarifs de transport.

Mercredi, les manifestants, essentiellement des jeunes, se sont opposés violemment à la police.

Par ailleurs, des dirigeants du mouvement étudiant ont été arrêtés ainsi que le dirigeant du Syndicat des travailleurs du secteur public. Ce syndicat a, d'ailleurs, menacé de déclencher la grève générale dans l'ensemble du pays.

Iran, le mouvement de grève s'amplifie



Après les émeutes, un char sur une place de Téhéran. Ce week-end, Komeiny, le dignitaire chiite en exil, a quitté l'Irak, où il était assigné à résidence, pour la France.

Dimanche dernier, se sont déclenchées, à Kermanschah, dans le Kurdistan iranien, des émeutes dont le bilan officiel est, actuellement, d'une dizaine de morts. En fait, il semblerait que ce soient plusieurs centaines de personnes qui ont été tuées par la police. Les manifestations qui ont rassemblé plus de

30 000 personnes ont été convoquées pour protester contre les mesures d'assignation à résidence prises, par les autorités irakiennes, à l'encontre du dignitaire chiite, Komeiny.

Depuis dimanche, des manifestations ont été organisées chaque jour et, mardi, les combats ont été particulièrement violents.

C'est la première fois, depuis le vendredi noir de Téhéran, qu'a eu lieu un tel soulèvement.

Si ces émeutes n'ont touché que Kermanschah, ville qui n'est pas touchée par la loi martiale, les luttes sociales embrasent tout le pays.

Le mouvement de grève s'annonce d'une ampleur sans précédent. Il y a maintenant deux semaines, ce sont les ouvriers des champs de pétrole du Kuzestan et les employés de banque qui se mettaient en grève. Le week-end dernier, les travailleurs des télécommunica-

tions se sont joints au mouvement. Plus récemment, de nouveaux secteurs ont été touchés : les banques privées, les employés municipaux de Téhéran, de l'eau et de l'électricité, la Régie des tabacs, les assurances et même certains hôpitaux. Depuis jeudi, les services de la poste ne sont plus assurés et la télévision ne diffuse plus d'émissions.

Face à cela, le gouvernement panique, c'est toute l'économie du pays qui risque d'être sérieusement atteinte par ces mouvements de grève. Il serait question qu'il cède des augmentations de salaires qui pourraient atteindre 50 %.

Autre source d'inquiétude pour le Shah : la rentrée universitaire qui s'effectue en ce moment même. Or, les universités, et notamment celle de Téhéran, ont été, durant le premier trimestre de l'année, le terrain de violentes luttes.

Evelyne LE GUEN

Norodom Sihanouk adresse un message au Parti communiste du Kampuchéa

Tous ceux qui spéculaient sur la disparition de Norodom Sihanouk doivent être bien déçus. Non seulement il est apparu publiquement, mais, de plus, il a apporté un message de félicitations au Parti communiste du Kampuchéa.

Dans son message, il souligne, notamment, la lutte héroïque qu'a menée, sous la direction de Pol Pot, le Parti communiste du Kampuchéa pour conquérir la véritable émancipation du peuple, en particulier des ouvriers et des paysans pauvres, et pour rendre la démocratie totale, leur permettant de devenir ainsi maîtres de toutes les terres, du pays et de leur propre destin.

Dans son message, il fait également mention de son admiration envers l'Armée révolutionnaire qui a infligé de nombreuses défaites aux troupes d'agressions vietnamiennes qui tentent d'occuper le Kampuchéa et de dominer toute l'Asie du Sud-Est.

Enfin, Norodom Sihanouk a approuvé la véritable politique d'indépendance, de souveraineté, de neutralité et de paix menée par le Kampuchéa contre l'impérialisme, l'expansionnisme mondial, pour une politique de coexistence pacifique qui exige le respect mutuel, la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui, la solidarité et la coopération dans l'intérêt commun.

Dans « Pékin-Informations » No 39

La parole aux femmes chinoises

DANS son dernier numéro, *Pékin Information* reproduit des extraits du rapport d'activité présenté, au 4e congrès femmes chinoises, par la camarade Kang Keh-ting, veuve du président Chu Teh.

Rappelant que c'est la lutte des classes qui fait avancer l'histoire, elle a ensuite expliqué que la libération des femmes connaît une nouvelle avancée grâce à la modernisation de la Chine. En effet, en socialisant et en modernisant les travaux ménagers (repas, lessive, repassage, etc.), on libère les femmes d'un travail souvent long, monotone, qui les cantonne à la maison. Bien sûr, moderniser ne règle pas tout : il faut et moderniser et socialiser. Sinon, c'est encore sur les femmes que ça retombera et c'est encore à la maison (c'est-à-dire gratuitement) que les femmes seront obligées de passer une grande partie de leur temps. Il n'y a qu'à voir comment ça se passe en France, pays capitaliste, où les travaux sont de plus en plus mécanisés : ça n'empêche pas les femmes de faire une double

journée de travail à la maison, et sans salaire, même si c'est moins pénible qu'il y a 30 ans !

DES MOYENS POUR SE LIBERER

L'objectif de la Chine est de prendre progressivement des mesures efficaces pour « transformer les menus travaux ménagers en une grande économie socialiste ». Il faut aussi développer ce qui existe déjà comme les cantines, les crèches, etc. Ainsi, les femmes chinoises auront plus de temps pour étudier, lire, se reposer, se cultiver, participer à la production, à la recherche scientifique. Elles auront ainsi réellement de plus en plus les moyens de devenir les égales de l'homme.

Parlant ensuite de l'éducation des enfants, la camarade Kang Keh-ting a souligné que c'est une

tâche importante « pour toute la société et, en particulier, pour les femmes ». En effet, au sein de la famille, c'est encore aujourd'hui beaucoup sur les femmes que ça repose. L'éducation des enfants à l'école, dans les centres de loisirs et de culture et à la maison est importante car elle forme les continuateurs de la révolution.

UNE FAMILLE NOUVELLE

Kang Keh-ting a aussi parlé de la famille. Elle a insisté sur le fait que l'homme et la femme devaient partager les travaux du ménage, éduquer

ensemble les enfants, discuter ensemble et démocratiquement des décisions à prendre, s'épauler mutuellement, tout en gardant son indépendance. Ils doivent faire attention de progresser ensemble sur le plan politique, rejeter « les tendances patriarcales du féodalisme et des idées égoïstes de la bourgeoisie ». Bien sûr, le mariage ne doit pas être concocté par les parents comme sous le féodalisme, mais basé sur l'amour.

La camarade Kang Keh-ting a ensuite expliqué qu'il fallait développer le front uni des femmes à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Claude LIRIA

l'humanité rouge

L'Humanité rouge
Pour toute correspondance
BP 61 75861 Paris Cédex 18
CCP 30 226 72 D La Source
Tél : 205 51 10

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International :
Annie Brunel.

Pékin Information
est une revue hebdomadaire
d'actualité chinoise et internationale

- Vous pouvez la trouver à Paris aux Herbes sauvages - 70, rue de Belleville 75020 Paris - et à Lyon (1e) à La Force du livre.

- L'abonnement d'un an s'élève à 21 F. Ecrire aux Editions du Centenaire - 24, rue Philippe de Girard 75010 Paris.

DANS L'ACTUALITE

Foyer SONACOTRA de
Gennevilliers**La riposte immédiate
des résidents impose le
maintien dans le foyer
des 21 résidents
menacés d'expulsion**

Vendredi 6 octobre, la police est intervenue au foyer Sonacotra de Gennevilliers pour expulser vingt et un résidents, membres du comité de résidents (comité de résidents prévu au règlement intérieur de la Sonacotra). Cette expulsion s'est faite suite à un jugement réclamé par la Sonacotra en l'absence des résidents concernés.

Pour faire les choses discrètement, les flics sont intervenus sans grand déploiement de forces mais ils ont isolé le foyer de l'extérieur :

Portes fermées, téléphone coupé (impossibilité de rentrer ou de sortir ou de communiquer avec l'extérieur).

**LA MOBILISATION
DES RESIDENTS**

Les revendications sont celles de tous, remplacement du gérant par un concierge, refus de l'augmen-

tation à compter du mois de février 1978, refus de paiement des arriérés, (la grève des loyers durant depuis six mois), refus de l'expulsion des vingt et un résidents. Le soir, à 20 heures, ils décidaient que les vingt et un expulsés devaient dormir au foyer. Ils décidaient donc d'aller au commissariat de Gennevilliers, rassemblés à 400 devant le commissariat, ils devaient attendre qu'une délégation soit reçue composée de résidents, de membres de la municipalité et des organisations syndicales CGT, CFDT, ainsi que de l'ASTI. Avec détermination, ils attendirent l'arrivée du commissaire responsable des expulsions. Celui-ci devait déclarer qu'un responsable de la Sonacotra allait venir au foyer pour négocier avec les résidents. Monsieur Clayneau, représentant de la Sonacotra a dû faire face à 400 résidents lui réclamant les clefs des chambres de leurs camarades. Les négociations devaient s'engager durant cinq heures, avec

la même délégation qu'au commissariat.

Le soutien déclaré, unanime de la part des représentants de la mairie, devait se montrer différent dans ces négociations. La CGT et le PCF déclaraient que les résidents étaient prêts à négocier et à reprendre les paiements pour octobre, que les revendications étaient minimales (refaire la peinture du foyer). Ceci ne met pas en avant les revendications principales des grévistes, qui étaient rappelées par un résident et appuyé par tous ceux qui ne veulent pas s'ingérer dans la grève mais la soutiennent (CFDT, AMF, ASTI).

Cette action des résidents est une victoire, car 25 résidents ont négocié avec 400 camarades mobilisés. C'est ainsi que le représentant de la Sonacotra, au bout de cinq heures de discussion, sans avoir annulé l'expulsion — application de la directive de Stoléro — s'est engagé par écrit en acceptant que les résidents expulsés soient hébergés dans le foyer dans d'autres chambres ou celle de leurs camarades, qu'ils gardent leur statut de membre du comité de résidents et soient les seuls habilités à négocier leur réintégration, qu'ils soient hébergés dans l'attente de leur réintégration.

Mercredi auront lieu les négociations pour leur réintégration.

Reims

**Des menaces
de mort**

Vendredi 6 octobre, un médecin de Reims, sympathisant de la grève des résidents Sonacotra (rappelons que deux foyers sont en grève) trouve dans sa boîte aux lettres une lettre anonyme insultante et contenant des menaces de mort : « *Conseille très vivement à ta femme de faire attention aux autos, à ce qu'il paraît il y a de sacrés chauffards dans la ville, et comme elle ne regarde jamais pour traverser.* »...

Une plainte pour menaces de mort a aussitôt été déposée auprès de la police.

Déjà, certains résidents avaient reçu de telles lettres de menaces.

L'auteur de ces lettres risque d'être rapidement démasqué : il a été vu par un concierge et la description correspondrait... à la femme du gérant d'un foyer Sonacotra !

La police et la justice étoufferont-elles l'affaire ?

5000 personnes au Larzac

Dans notre édition du mercredi 4 octobre, un communiqué des paysans du Larzac nous informait de la poursuite de la lutte contre l'armée, qui continue d'exproprier les paysans. Quelques-uns d'entre eux, représentatifs du mouvement du Larzac, avaient alors engagé un jeûne de quatre jours.

Un labour des terres occupées par l'armée était organisé ce week-end. Tout d'abord, ce furent les champs de la ferme de Pinel qui étaient labourés puis ceux de Montredon et de Tournet.

Cette ferme a été achetée par l'armée 60 millions et « *lui sert de frontière* », mais elle a été reprise depuis par les paysans.

5 000 personnes, pour la plupart des environs, étaient venues soutenir ces labours. Cette forte mobilisation laisse prévoir que les amis des paysans du Larzac seront nombreux également à la journée d'action du 28 octobre.

Centre de tri de Créteil

**Là aussi, les grévistes
ont gagné !**

Des luttes qui ont mené à la victoire.

Dimanche après-midi, a eu lieu à Saint-Ouen-l'Aumône, le gala des travailleurs du CTA de Pontoise.

On y apprenait qu'au CT de Créteil, en grève depuis jeudi dernier, l'administration avait été contrainte de lâcher une quarantaine d'effectifs supplémentaires et d'annuler les sanctions prises contre les trois préposés qui avaient refusé de changer de poste de travail.

Cela est une preuve supplémentaire qu'on peut se battre efficacement contre l'État-patron et qu'il n'est pas aussi tout-puissant qu'il y paraît pourvu qu'on ose se battre contre lui.

Initialement, ce gala était prévu par les grévistes dans le cadre de leur lutte comme moyen de la populariser davantage.

Puis, la direction, ayant reculé devant l'occupation, il a quand même été maintenu, en particulier parce que près de dix jours de grève, ça fait du mal sur la feuille de paye d'un travailleur, malgré les 550 F que la direction a dû lâcher pour chaque agent au titre de la « *pénibilité supplémentaire de travail après la grève* ».

Seule cette date était libre dans le calendrier de la salle des fêtes de Saint-Ouen et malgré la rapidité de la préparation (deux à trois jours), les organisateurs réussirent à trouver une dizaine de groupes ou chanteurs, peut-être pas très connus, mais qui vinrent pour la plupart à un tarif de soutien.

C'est un geste de solidarité qui fut apprécié.

Faire des journées qui commencent à quatre heures pour le premier piquet de grève et la terminer à minuit, ça été aussi ça la grève pour de nombreux militants syndicaux et grévistes actifs et se détendre un peu était aussi une nécessité.

D'ailleurs, pour les travailleurs, surtout dans ces villes de banlieue, où le dimanche on ne voit pas un chat dans les rues et où les seuls endroits où les jeunes peuvent se retrouver, c'est le bistrot, l'ennui des moments libres, tout cela s'ajoute à l'exploitation au travail.

Combattre l'exploitation capitaliste et aussi pouvoir s'amuser sainement, mener une vie qui soit digne de ce nom, telles sont aussi les aspirations des travailleurs, des jeunes pour la plupart, de ces centres de tri de banlieue.

La gauche à l'assaut des usines

RÉUNION de la commission nationale entreprise du PS, ce week-end, avec un discours de Mitterrand. Georges Marchais parlait des luttes ouvrières et du PCF dans les entreprises, lors du journal inattendu de RTL, samedi dernier. La gauche se lance à l'assaut des usines.

« *Le Parti socialiste considère que sa tâche numéro un est de s'enraciner dans les classes sociales dont il est l'interprète naturel* », c'est ainsi que Mitterrand a justifié la campagne prioritaire que vient de lancer le PS vers les entreprises.

Ce n'est pas un objectif vraiment nouveau, dans la mesure où le PS n'a jamais su s'implanter vraiment dans les entreprises. Le PS est, en effet, de tradition un parti électoral bourgeois, un parti qui peut être capable de récupérer des voix en période de crise politique comme celle que traversent aujourd'hui tant le PCF, le RPR gaulliste que les radicaux de gauche, mais en rien un parti de la classe ouvrière.

Mitterrand s'est aussi attaqué à Edmond Maire. La direction du PS a toujours, en effet, voulu faire de la CFDT un syndicat qui lui soit attaché. Elle compte pour cela sur Edmond Maire... qui vient de critiquer le PS pour ses prises de position à l'Assemblée contre le projet de loi sur les prud'hommes. D'où rappel à l'ordre de Mitterrand.

Certains chuchotent aussi, à cette occasion, que Maire a toujours été plus ou moins lié à Rocard. Il y a quelques années, on parlait même de la création d'un parti auto-gestionnaire, qui se serait nommé le Parti ouvrier unifié de masse, à l'appel de militants rocardiens et CFDT. S'opposant, ce week-end dernier, à Maire, Mitter-

rand voulait aussi s'opposer à Rocard, son dauphin menaçant au sein du PS.

Mais, pour les marxistes-léninistes, c'est bien le révisionnisme moderne qui reste ce que les communistes appellent depuis toujours « *l'ennemi principal dans les rangs de la classe ouvrière* ». Or, le révisionnisme moderne, développé aujourd'hui par les dirigeants du PCF. Ce sont eux qui furent à l'origine de l'Union de la gauche et des graves illusions qui en découlaient dans la classe ouvrière lors des dernières élections.

Marchais vient, lui aussi, de relancer son parti vers les entreprises. Le PCF voit, en effet, le nombre de ses cellules d'entreprise stagner, voire baisser. Quant à celles qui subsistent, elles sont sans activité véritable de parti.

Depuis l'échec électoral de la gauche, en mars dernier, il y a eu deux réunions du Comité central au cours desquelles le rapport central (de Poperen avant les vacances et de Fiterman

récentement) a posé cette question de la place du PCF dans les entreprises et de sa direction sur les luttes sociales et économiques. C'est ainsi que le Comité central voit la façon de sortir de son impasse actuelle où l'a acculé sa ligne électoraliste et l'échec de mars.

Marchais est intervenu personnellement dans ce sens à chaque réunion du Comité central : prendre la tête des luttes pour relancer l'Union de la gauche.

Nous ne pouvons accepter que les luttes pour les revendications immédiates soient détournées de leurs objectifs immédiats et, à plus long terme, de leurs objectifs politiques contre la politique de Giscard-Barre.

Tout en menant la lutte unie et résolue contre cette politique d'austérité, de chômage et de misère, il nous faut combattre pied à pied toute récupération qu'elle vienne du PCF ou du PS.

Philippe LECLERC

DANS L'ACTUALITE

La journée organisée par l'Association des Amitiés franco-chinoise à l'occasion du 29e anniversaire de la Chine populaire s'est tenue samedi à Paris

Rompre avec de vieilles habitudes

UN nouveau style, une nouvelle formule : telle est l'impression générale qui se dégage de la journée organisée samedi à la Mutualité à l'occasion du 29e anniversaire de la Chine populaire, par l'Association des Amitiés franco-chinoises. Mais laissons plutôt la parole à Régis Bergeron, président des AAFC, qui saura expliquer bien mieux que nous la signification et l'enjeu de cette expérience (Les intertitres sont de la rédaction de l'HR).

Intervenant à la fin de la table ronde réunissant cinq amis de la Chine qui reviennent tous d'un voyage là-bas, voici la conclusion que Régis Bergeron tira de cette journée :

« Je ne sais pas si vous avez apprécié cette nouvelle formule. En tout cas, vous avez vu à quel point elle rompt avec nos habitudes antérieures. Avec quoi nous

avons voulu rompre ? Avec une espèce de façon d'asséner aux amis qui viennent à la Mutualité une fois par an une espèce de « vérité révélée ». Vous avez peut-être senti, au travers de l'exposé de nos cinq amis qui sont allés en Chine cette année, à quel point la réalité chinoise est beaucoup plus complexe que nous ne l'avions toujours présen-

tée »
Régis Bergeron, rappelait ensuite la tenue, il y a un an, du congrès de l'Association qui permit d'engager « un large débat et une ample réflexion à tous les niveaux sur l'expérience à tirer des derniers événements qui se sont produits en Chine. »

ROMPRE AVEC UN CERTAIN IDEALISME

« Et nous nous sommes rendus compte que nous avons souvent péché par manque de connaissances assez profondes de la Chine, manque d'une certaine réflexion sur les problèmes. En d'autres termes, nous n'avons jamais été assez modestes à l'égard de la

Chine. En tout cas nous avons essayé d'en tirer un certain nombre de conclusions pour la vie de l'Association, nous pensons même, avec un point d'auto-critique, que nous avons envisagé et présenté la Chine pendant des années avec un idéalisme qui ne correspondait pas à ce que nous aurions dû faire. Et c'est avec cette pratique que nous essayons de rompre. Je dis bien — « que nous essayons » — parce qu'il y a des pesanteurs et que ce n'est pas toujours facile.

EN FINIR AVEC LE PETIT CERCLE D'INITIÉS

Nous voulons, à partir de

notre congrès, que notre Association et les amis qui sont là dans leur diversité, en finissent avec le caractère de « petit cercle d'initiés » qu'elle pouvait être, même s'il n'était pas si petit (il est toujours trop petit à nos yeux), une secte qui coupe, par exemple, le marxisme-léninisme en quatre. Nous pensons que ce n'est pas la vocation de l'Association. Elle doit, au contraire, rassembler (dans l'esprit où nos amis chinois viennent de ressusciter le Front uni, cette « arme magique ») dans une espèce de Front uni, tous les gens qui manifestent de l'amitié avec la Chine, avec les motivations les plus diverses. Alors, nous avons fait une première expérience aujourd'hui, y

compris dans le choix des thèmes de nos expositions, dans le choix des thèmes des forums, d'échanges d'idées qui ont eu lieu au cours de l'après-midi, des spectacles qui vous ont été offerts ce soir, avec l'aide de nos amis les Chinois résidant en France que, je crois, en votre nom je remercie encore une fois, et de nos amis réunis autour de cette table.

Je vous demande de vous associer, au cours de toute l'année qui vient, aux efforts que nous allons encore poursuivre de façon plus ample dans l'esprit de notre dernier congrès, pour faire des AAFC, précisément cette grande association d'amitié dont la Grande Chine populaire a besoin. »

La diversité était de mise

IL y en avait pour tous les goûts ou presque : c'est ce que chacun se dit après avoir déambulé dans toutes les salles. Expositions de xylographies, magnifiques estampes, sculptures, affiches relevant plus de l'œuvre d'art que de la propagande pure et simple, bijoux, tissus traditionnels. Il y avait de quoi satisfaire les amateurs d'art chinois, qu'il soit traditionnel ou moderne. Débats sur des sujets nouveaux, films et dessins animés pour les enfants (et les plus grands), stands de livres, chorales, arts martiaux et danses avec la participation de l'Association des Chinois résidant en France et même un numéro de prestidigitation, sans oublier enfin la délicieuse cuisine chinoise. Vraiment, la diversité était de mise. Un point commun, bien sûr, l'amitié avec la Chine.

La table ronde, réunissant Régis Bergeron, Claudette Castan, Pierre Jakez-Hélias, Alain Lefebvre, Hélène Marchisio et Nicole Obrego, fut unanimement appréciée tant par la formule rompan avec le style « grand discours de clôture » que par le contenu nouveau. Une seule remarque : chacun aurait voulu que ça

continue plus longtemps, tant c'était intéressant. En voici un aperçu, malheureusement trop bref.

UN PAYSAN EN CHAIR ET EN OS

Pierre Jakez-Hélias, le célèbre auteur du Cheval d'or, expliqua en quoi la

société rurale chinoise est proche de la société bretonne du début du siècle. Il réussit, par ses comparaisons (sur le plan physique ou psychologique), à nous rendre le paysan chinois proche et sympathique, à en faire un être de chair et de sang que nous pouvions presque palper tant sa carrure, son sourire, sa délicatesse prenaient de relief. Pierre Jakez-Hélias expliqua son émotion d'avoir rencontré, en Chine, « des gens qui avaient un comportement corporel qui était exactement le mien, il y a une cinquantaine d'années. Ils avaient exactement la même façon de prendre des petits pas pour casser le fardeau qu'ils avaient sur le dos. Ils avaient à peu près le même rythme qui faisait qu'ils ne s'affolaient jamais et qu'ils étaient toujours en complicité avec leur corps. »

DES MESURES CONTRE L'EXODE RURAL

Hélène Marchisio expliqua, elle, les différences dues, bien sûr, à la différence de système social. Par exemple, l'existence de petites industries dans les campagnes, si typiques de la société chinoise : « La mécanisation est étroitement liée au développement de toute la petite industrie dans les campagnes chinoises. Des petites usines se constituent partout ; elles ont un double but : premièrement, permettre d'accumuler des fonds pour la mécanisation, mais aussi permettre à cette société rurale de subsister, parce que qui dit mécanisation dit un travail plus rapidement fait, dit donc de la main-d'œuvre libérée. Et les Chinois, partout où nous sommes passés, ont souligné qu'il ne pouvait être question pour eux d'exode rural, de départ massif vers les villes. Les petites entreprises créées sur place doivent permettre à cette main-d'œuvre libérée de trouver

du travail à l'endroit même. » Hélène Marchisio souligna aussi que la machine est de plus en plus utilisée à tous les niveaux de la commune populaire.

LA MODERNISATION : UNE NECESSITE

Puis, Alain Lefebvre expliqua l'enjeu des quatre modernisations : « Certains pensent qu'aujourd'hui une ligne de développement plus rapide de l'économie serait forcément quelque chose de contraire aux objectifs du socialisme. C'est une idée relativement répandue et extrêmement dangereuse et extrêmement fautive (...). Il est très important de voir qu'un pays dans lequel, dans certaines régions, les paysans ont une ration alimentaire de 4 ou 500 livres de céréales par an et presque pas autre chose, eh bien, dans un tel pays, la modernisation, le développement, c'est une nécessité évidente, c'est une nécessité absolue. »

Il soulignait plus loin la continuité dans la politique économique telle qu'elle avait été définie dans les années 1956-1957 : mécanisation, rémunération selon le travail réellement fourni, mesures pour pallier aux différences encore trop grandes d'une région à l'autre, etc.

UNE MINORITE TRES PAUVRE

Ensuite, Claudette Castan expliquait l'importance de leur visite exceptionnelle (c'était la première fois pour des Occidentaux) dans une minorité nationale aux contreforts du Tibet. Le caractère indispensable de la modernisation de la Chine prit tout son sens lorsqu'elle expliqua dans quel état d'arriération et de pauvreté vivait cette minorité, sortie de la société esclavagiste en 1955 : « No-



Le développement de la mécanisation dans la campagne chinoise : un objectif que le peuple chinois s'est donné.

tre voyage dans cette région a été suffisant pour se rendre compte que ne pas vouloir que la Chine se développe, que les régions des minorités se développent, c'était, à la limite (je le dirai tel que le je pense) assez criminel. Effectivement, nous avons vu une région pauvre. La Chine dit qu'elle est un pays du tiers monde, un pays en voie de développement. On peut s'en rendre compte même quand on voyage dans la partie-est du pays, mais il est bien évident que le degré de développement, de la mécanisation dans les communes populaires de la région de Shanghai ou de Pékin est beaucoup plus avancé que dans la minorité que nous avons vue. Nous avons vu une minorité pauvre, mais vraiment très pauvre (...). Dans la brigade que nous avons visitée, on nous a dit que 20 % de la population ne pouvaient subvenir à ses besoins (... nous avons vu des gens qui venaient de la montagne et qui étaient en haillons). Et, à la question « Comment ces 20 % font-ils pour subsister ? », il nous a été répondu qu'ils étaient pris en charge par la collectivité. Il n'est pas question que ces gens meurent de faim. »

Rappelant ensuite les circonstances historiques qui expliquent cette pauvreté (existence de l'esclavage jusqu'en 1955 !), Claudette Castan tint à souligner les mesures exceptionnelles prises par l'Etat chinois pour

aider ces minorités à sortir de leur sous-développement.

IL N'Y A PAS DE « GOULAG CHINOIS »

Puis, Nicole Obrego prit la parole pour expliquer son voyage centré sur la justice. Ayant eu le privilège d'assister à des procès et de visiter des prisons, voici le récit d'un fait qui l'a marquée : « Nous avons demandé à voir des prisonniers travaillant sur des terres. Alors, nous avons vu plusieurs hommes en train de biner des plants. Le surveillant, c'était celui qui avait la montre et tous les autres c'étaient des prisonniers. Et, dans le champ à côté, mais vraiment à côté, c'était des femmes qui faisaient le même travail (...). On nous a dit : ce sont les femmes ou les filles du personnel de surveillance (...). Et ça, pour nous, c'est très étonnant quand on sait les barrières très difficiles entre le monde des prisonniers et le monde de l'extérieur chez nous. » Nicole Obrego expliquait ensuite qu'il n'y avait pas de surveillants à l'intérieur même des bâtiments de la prison, mais simplement une ronde la nuit autour des murs extérieurs. Autant de faits qui n'ont rien à voir, comme Régis Bergeron tenait à le souligner, avec l'idée répandue l'année dernière dans la presse française d'un « goulag chinois ». Nous parlerons des forums dans notre édition de demain.



Hier et aujourd'hui en Chine.

POLITIQUE ET SOCIAL

Berlinguer-Marchais :

L'Europe pour et contre

A la fin de la semaine passée, les secrétaires généraux du PCF et du PCI se sont rencontrés à Paris. A l'ordre du jour de cette rencontre Marchais-Berlinguer, la question de l'Europe et la problématique commune des deux partis pour les élections européennes de juin. Problématique en effet puisque leurs positions respectives sur l'Europe sont nettement différentes, pour ne pas dire plus. D'où vient que le PCI est « européen », tandis que le PCF est « anti », ne poursuivent-ils pas pourtant le même objectif ?

Le communiqué commun PCI-PCF, adopté à l'issue des entretiens Marchais-Berlinguer, indique assez bien à quel point les deux partis sont loin de l'identité de vue sur la question de l'Europe, et combien sont réduites pour eux les possibilités de mener une campagne commune.

Voici ce qu'indique le communiqué :

« Les communistes italiens et français, prenant en compte la diversité des conditions dans lesquelles leurs partis développent leur politique et la diversité des positions existant sur certains aspects de la politique communautaire, sont résolus à faire de cette consultation un moment important de leur lutte pour faire prévaloir des orientations démocratiques et progressistes capables de donner une réponse positive aux grands problèmes posés par la crise dans les pays respectifs au niveau européen. »

Ainsi, de commun, il y aura l'évocation des méfaits de la crise capitaliste et quelques discours sur la détente et la démocratie mais sur l'Europe, c'est la « diversité des positions » qui s'exprimera.

Par exemple, le PCF fera campagne contre l'élargissement de l'Europe tandis que le PCI y est favorable.

Ces orientations différentes, divergentes, des deux partis sont directement liées à la « diversité des conditions » dans lesquelles ils « développent leur politique » et dont il est fait état dans le communiqué. En quoi consistent ces conditions différentes ? Ce sont bien sûr les situations politiques différentes des deux pays mais surtout la position dans laquelle se trouve chacun des deux partis.

Si tous les deux ont des projets politiques semblables à savoir : assurer la « direction et l'administration bureaucratique du capitalisme monopoliste d'Etat », ils ne sont pas au même point de leur réalisation.

Le PCF est, et reste un

parti d'opposition sans perspective tangible d'accès au pouvoir tandis que le PCI, sans être associé directement au gouvernement, n'en est pas moins d'ores et déjà un « parti gouvernemental » associé à toutes sortes de niveau du pouvoir d'Etat.

Cette position, le PCI l'a acquise à la faveur de la crise politique qui sévit en Italie et en mettant en œuvre sa stratégie de « compromis historique », c'est-à-dire d'alliance avec la démocratie chrétienne.

Quand le PCI parle de l'Europe, c'est comme parti directement intéressé à l'avenir des monopoles qu'il entend contrôler. Et cet avenir est européen.

« Il est nécessaire d'insister sur le fait qu'il est impossible de contrarier le processus d'intégration internationale en prenant la défense de solutions autarciques, en restant retranchés dans les limites nationales, en menant un combat d'arrière-garde pour défendre des intérêts économiques et sociaux rétrogrades. »

C'est ce que déclarait dès 1971, un des principaux économistes du PCI :

Le développement monopoliste est lié à l'intégration économique européenne.

Plus tard, Berlinguer indiquait :

« Les contradictions entre États capitalistes s'approfondissent d'une manière qui ne s'était pas vue depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Les récentes décisions américaines concernant le dollar vont accentuer les tendances des autres États capitalistes à une autonomie encore plus grande vis-à-vis des États-Unis. »

Voilà deux appréciations du PCI qui correspondent à des tendances objectives et vont à l'encontre des thèses du PCF.

En effet, le PCF préconise justement des solutions « autarciques » de protection du marché français, c'est le cas notamment



Berlinguer accueilli par Marchais à son arrivée à Orly. Sur l'Europe, c'est la diversité des positions qui s'exprimera.

quand il s'oppose à l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun. Par ailleurs, le PCF persiste à présenter l'unification européenne non pas comme un renforcement de la tendance à « l'autonomie vis-à-vis des

Etats-Unis », mais au contraire comme une soumission aux USA.

Pour le PCI, les prises de positions pro-européennes se sont accentuées en même temps qu'il se rapprochait du pouvoir et sont allés

de pair avec une prise de distance de plus en plus marquée à l'égard de l'URSS.

Bien que le communiqué commun PCF-PCI fasse de « l'eurocommunisme » une référence commune pour les

deux partis, force est de constater qu'en dehors d'une égale dégénérescence révisionniste, le terme recouvre aujourd'hui des orientations politiques bien différentes.

Pierre MARCEAU

Les parents d'élèves face à l'école

LA rentrée scolaire, nous l'avons déjà dit, présente un aspect particulier cette année. Les luttes ne sont pas le seul fait des enseignants, les parents eux-mêmes se mobilisent largement pour imposer les revendications qui sont, rappelons-le, le refus des classes surchargées, des professeurs et des maîtres dans toutes les matières et pour tous les élèves.

Dans ces luttes, les parents peuvent s'interroger sur la représentation des fédérations de parents d'élèves.

ORGANISATION DES PARENTS D'ÉLÈVES

Les fédérations de parents, qui font le plus parler d'elles, sont la Fédération Cornec et la Fédération Lagarde. La Fédération Cornec suit une orientation qui se rapproche, plus ou moins, de celle du PCF, disons de l'Union de la gauche.

La Fédération Lagarde a, par contre, une préférence bien tranchée pour le gouvernement. Récemment, Lagarde, le président de l'Association, expliquait comment le plan Soisson pour la relance du sport à l'école était positif !

Mais il faut se garder de juger seulement d'après les prises de position des directions de ces fédérations. Il peut y avoir une grande différence entre ce que disent les dirigeants et ce qui se fait à la base. Les conseils des parents, affiliés à la Fédération Cornec, ont eu ainsi des positions assez contradictoires selon la situation locale, le rapport de force entre parents/enseignants et le recteur. Dans certains endroits, la Fédération Cornec appelle, soutient et participe à de nombreuses actions, mais, par ailleurs, des dirigeants de cette même fédération, ont condamné les séquestrations d'inspecteurs d'académie ou de directeurs d'école ou, plus généralement, des actions dures engagées par les parents.



Occupation d'un lycée à Noisy-le-Sec. Cette occupation associe les professeurs, les lycéens et les parents d'élèves.

Dans ces cas-là, ce sont les parents qui décident quelles actions doivent se poursuivre, de même ils sont aussi les seuls juges pour décréter que tel mot d'ordre de la fédération de parents est mobilisateur ou va, au contraire, diviser le mouvement.

UNITÉ DES PARENTS ORGANISÉS OU NON

Les parents en lutte ont manifesté leur volonté d'aboutir. L'unité des parents, organisés ou non, se crée. En général, tous les parents qui luttent ne sont pas organisés. Il faut du temps pour militer dans une organisation de parents d'élèves ; de plus, ils ne se reconnaissent pas toujours

dans les personnes qui sont à la tête de ces organisations.

La victoire la plus large dans les luttes dépend de la mobilisation et de l'unité. L'école n'est pas seulement le problème des enseignants, il est aussi celui des élèves et des parents, affiliés ou

gène ; tous ces faits se conjuguent pour que les enseignants se replient sur eux-mêmes. Aussi faire tomber les barrières entre les différentes catégories d'enseignants est une très bonne chose. Cependant, ce n'est pas suffisant, l'autre aspect déterminant est l'uni-

non, à une organisation de parents. Dans ce cas, c'est toute une partie du peuple, et donc bien entendu la classe ouvrière, qui conteste l'école capitaliste.

UNITÉ DES PARENTS ET DES ENSEIGNANTS

Les enseignants ne constituent pas une classe sociale. Selon leur milieu familial, leur qualification, ils sont plus ou moins proches de la classe ouvrière.

D'autre part, le milieu enseignant, avec toutes ses catégories - titulaires, non-titulaires, professeurs de CES, de CET, de lycées, le mode de syndicalisation, (avec une multitude de syndicats) - n'est pas homo-

té des enseignants et des parents.

Les parents, eux aussi, appartiennent à une classe sociale. Dans les luttes qui se déroulent, on remarque que la participation des parents appartenant aux couches sociales les plus défavorisées est grande. Et là, c'est une très bonne chose que le peuple s'empare de la question de l'école. C'est l'un des principaux appareils idéologiques utilisés par la bourgeoisie pour maintenir sa domination.

La lutte de la rentrée scolaire a donc le caractère d'une lutte de classe. Il faut continuer à réaliser l'unité de tous, organisés, non-organisés, enseignants, parents.

Nathalie VILLOTIERS

POLITIQUE ET SOCIAL

Foyers SONACOTRA : Elargir la mobilisation

Faire échec aux expulsions

Interview

EN ce moment, pas un jour ne se passe sans que la Sonacotra ne traîne des résidents devant les tribunaux dans l'espoir de casser une grève qui dure depuis quatre ans. Aujourd'hui, cette grève rassemble 45 000 résidents. Pour faire le point sur l'offensive de Stoléro et sur la riposte, le *Quotidien du peuple* et *l'Humanité rouge* ont rencontré des responsables du Comité de coordination.

Q : Avant les vacances, Stoléro déclarait qu'il voulait en finir avec la lutte des foyers Sonacotra. Dans le même temps, une centaine de résidents, délégués de foyers ou résidents combattifs, étaient entraînés devant les tribunaux par la Sonacotra qui demandait leur expulsion s'ils ne payaient pas leur « retard » de loyer. Peux-tu nous dire comment s'est déroulée cette offensive ?

R : On peut déjà dire que ce n'est pas du tout une victoire pour la Sonacotra, au contraire. Beaucoup de procès ont été reportés et on n'a pas encore tous les résultats des jugements ; ce n'est pas fini. Mais cette

semaine encore, la Sonacotra a essayé des défaites. Par exemple, le tribunal de Sannois a refusé de condamner les résidents et a décidé qu'un expert devait enquêter sur la réalité des foyers. Ce qui prouve bien que les dossiers de la Sonacotra sont vides.

Il y a eu, par contre, des problèmes dans certains foyers où la CGT a assuré la « défense » de résidents, comme à Genevilliers. Cela, sans consulter les résidents. L'avocat de la CGT est arrivé au tribunal en disant : « Nous acceptons de payer, mais ne condamnez pas les résidents. Nous sommes prêts à donner des acomptes, à arrêter la grève des loyers et à payer le retard ». Mais les résidents ne sont pas d'accord parce que la

Sonacotra a maintenant un certain moyen de pression : si les résidents ne paient pas, comme s'y est engagé à leur place l'avocat de la CGT, ils risquent l'expulsion. Et surtout, ce compromis ne règle rien des revendications des travailleurs. Après des années de lutte, ils se retrouveraient comme avant sur tous les points ! Ils ont donc décidé de continuer la lutte avec l'ensemble des résidents et de rejoindre le Comité de coordination.

La Sonacotra a essayé encore un autre échec. Au lieu de se laisser intimider par ces poursuites, d'autres foyers sont entrés en lutte cet été, en particulier dans l'Est de la France. En juillet, le tribunal avait décidé d'expulser neuf camarades au 15 août, à Metz. Il y a eu une telle mobilisation, en particulier une très grande manifestation le 13 août, malgré la période de congés, qu'ils ont dû reculer. Il y a eu aussi un meeting le 23 septembre et d'autres manifestations. La mobilisation est si forte qu'on peut dire que Stoléro a subi une défaite.

Q : Reste le problème du soutien des travailleurs français...

R : C'est vrai, et pourtant la question du logement touche tous les travailleurs. Mais il y a un gros manque d'explication. Par exemple, certains ont dit qu'on refusait de payer les loyers. Si les travailleurs français pensent que c'est vraiment ça, c'est normal qu'ils ne soient pas d'accord, quand on voit les loyers qu'ils doivent payer eux-mêmes. Ils ne connaissent pas vraiment notre situation. Ceux des résidents qui ne sont pas au chômage sont presque tous au SMIC. Par exemple, un camarade qui a été expulsé, en avril 1976, quand Poniatovski avait expulsé 18 délégués des foyers, est au chômage depuis qu'il est revenu. Son patron l'a licencié pour « abandon de poste » ! Et comme il est resté expulsé un an, il a perdu ses droits à la Sécurité sociale et il ne touche qu'un peu plus de 13 F par jour. Aujourd'hui, en tant que travailleurs immigrés, on est devenu la cible du gouvernement qui veut nous faire



La Sonacotra a entraîné devant les tribunaux une centaine de résidents. Elle les menaçait de les expulser s'ils ne payaient pas leur « retard » de loyers. Là encore, elle a subi des échecs grâce à la mobilisation des résidents.



passer pour responsables du chômage. Vous avez entendu ce qui s'est passé aux entrepôts du Printemps à Saint-Denis. Sous prétexte de vols, la police a extorqué à des employés immigrés une démission... Les travailleurs français ne connaissent pas bien non plus les conditions de logement que nous avons ici : des chambres de 8 mètres carrés, pas de liberté... aucune norme de sécurité n'est respectée. Ce que nous demandons, c'est d'avoir les mêmes libertés que dans les HLM, que les gardiens ne puissent pas rentrer à n'importe quelle heure dans les chambres, par exemple.

Et sur cette question, les partis de gauche, qui disent soutenir les travailleurs, font en fait le contraire. Pourtant, ils connaissent très bien notre situation. A Saint-Denis, par exemple, la municipalité PCF a elle-même donné son accord quand le foyer a été construit. Elle a parfaitement été au courant des dimensions des chambres. Et elle a laissé faire. Ici, elle prétend qu'il y a trop d'immigrés et que ça développe le racisme. Pourtant, dans chaque foyer, il y a

plus de dix nationalités et nous avons réussi à faire l'unité. Le PCF, lui, fait tout pour entretenir cette division. Il dit partout que nous sommes gauchistes, il essaie de faire peur avec ce mot. Et dans les faits, il a toujours essayé d'arrêter la lutte, en entamant des négociations foyer par foyer, dans notre dos. Ce qui lui fait peur, et il a la même peur avec les travailleurs français, c'est que nous-mêmes qui avons pris les choses en mains, que c'est les travailleurs qui dirigent leur lutte. Quand nous demandons le soutien, c'est sur la base de notre plate-forme et rien d'autre. Pas pour que d'autres négocient dans notre dos d'autres revendications. C'est ça qu'ils refusent.

C'est quelque chose de très important et nous y sommes très attachés. Par exemple, les foyers ADEF, AFTAM sont aussi entrés en lutte. On aurait pu avoir la même attitude que le PCF, arriver et dire : voilà, camarades, nous avons quatre ans d'expérience, laissez-nous faire. On n'est pas d'accord avec ça. C'est aux résidents de prendre en mains leurs affaires, de pren-

dre leurs responsabilités, de construire leur lutte. Sinon, ce n'est pas la peine, ce n'est pas solide. C'est pourquoi nous demandons aux travailleurs français, dans leurs syndicats, de se battre pour faire sauter les verrous par rapport au soutien, de prendre eux aussi leurs responsabilités, de demander des comptes à leurs directions syndicales. Parce qu'aujourd'hui, partout où des syndicalistes prennent position pour notre lutte, les directions syndicales essaient de les faire taire, comme elles essaient de les faire taire quand ils travaillent à l'unité des ouvriers sur certaines revendications. Ils nous traitent d'antisindicaux alors que beaucoup d'entre nous sont syndiqués et même délégués. Ils font la même chose avec les travailleurs français quand ils prennent des positions qui ne collent pas avec leurs projets.

Cette mobilisation, c'est tout de suite qu'il faut la renforcer sans attendre d'éventuelles expulsions. Si Stoléro et la Sonacotra voient que les travailleurs français nous soutiennent, il sera encore plus difficile de nous écraser.



Beaucoup de travailleurs français ont des idées fausses sur les conditions de logement des travailleurs immigrés. Là, une chambre dans un foyer Sonacotra.

A propos du mot d'ordre «Halte au gâchis»

LE mot d'ordre «Halte au gâchis» est souvent mis en avant, par le PCF en particulier. Dans une lettre, des lecteurs de Roubaix estiment, à juste titre, que, dans un récent article de notre journal critiquant ce mot d'ordre, nous n'avons pas donné de bons arguments. Voici leur lettre qui nous donne l'occasion de préciser notre point de vue.

Voici quelques remarques à propos d'un article paru dans le quotidien du 20 septembre, critiquant les slogans du PCF (il s'agit d'un encadré paru en page 8 dans le cadre de l'enquête sur le Valenciennois - NDLR).

L'objet de l'article est de critiquer l'orientation du PCF qui cherche à détourner les travailleurs de la lutte ferme contre le capitalisme et à les fourvoyer dans les pleurnicheries, les délégations et motions en tâchant de se faire passer, eux et leur politique, comme la seule solution.

Cela, nous sommes d'accord. De même, nous sommes d'accord pour mettre en évidence les pratiques de ces dirigeants qui montrent leur convoitise pour le pouvoir dans le cadre du capitalisme. Cependant, nous pensons qu'il faut prendre garde au fait que ces bourgeois, reprenant à leur compte tout le passé de luttes de la classe ouvrière, savent très bien sortir, de temps en temps, un mot d'ordre qui corresponde aux aspirations des travailleurs (image de marque oblige !). C'est ainsi que la critique du mot d'ordre «Halte au gâchis» ne nous semble pas juste. Les gâchis capitalistes n'existent-ils pas réellement ? Les travailleurs n'en sont-ils pas effectivement victimes ? Et ne faut-il pas dénoncer cette logique qui veut que les usines, les machines et même les travailleurs, qualifiés de « non-rentables », se retrouvent abandonnés ? De plus, les arguments avancés pour critiquer ce mot d'ordre du PCF nous semblent encore moins justes. En effet, dire que les ma-

chines, comme les usines, appartiennent aux patrons et que s'ils les « cassent », cela laisse les travailleurs indifférents, est-ce que ce n'est pas une idée proche de l'anarchisme ? Est-ce que cela ne se rapproche pas des sabotages qui marquent la naissance du mouvement ouvrier ? Et quand, aujourd'hui, les travailleurs qui occupent une usine veillent à protéger leurs machines de toute dégradation, est-ce de la convoitise mal placée ? N'est-il pas acquis, dans l'expérience de la classe ouvrière, que les usines, les machines, les monuments et tout ce qui a été fait de sa propre sueur et de son propre sang est son propre patrimoine ? De même qu'un paysan qui a soigné une terre ne peut accepter d'en voir le propriétaire l'abandonner en friche.

Au total, nous devons critiquer les révisionnistes, c'est sûr, mais gardons-nous des arguments gauchistes, ils auraient trop beau jeu de nous discréditer aux yeux des travailleurs.

Nos lecteurs de Roubaix qui nous envoient cette lettre mettent le doigt sur une question d'autant plus importante qu'elle est l'un des chevaux de bataille du PCF.

Le gâchis ? Bien sûr qu'il « faut dénoncer cette logique qui veut que les usines, les machines et même les travailleurs qualifiés de non-rentables se retrouvent abandonnés ! ». Par cette phrase, nos lecteurs touchent d'ailleurs au fond du problème.

Le gâchis ? Les machi-

nes, les usines abandonnées, ne fonctionnant plus alors qu'elles sont encore en état de marche, et même neuves dans certains cas (comme les machines toutes neuves de Lip ou celles de l'usine à peine terminée de Neuves-Maisons).

Tout cela, c'est bien, en effet, la logique du système capitaliste. Dans ce système, la course au profit, qui en est la loi, pousse les capitalistes à placer leurs capitaux là où ça rapporte, c'est-à-dire construire des usines pour des productions où le taux de profit est élevé. Mais, comme ils sont nombreux à le faire, dans la branche d'activité en question, l'appareil de production devient démesuré, la concurrence acharnée : le taux de profit baisse et les capitaux se déplacent vers d'autres branches, laissant sur le terrain machines, usines et ouvriers au chômage.

C'est cela l'anarchie de la production capitaliste dont la loi n'est pas la satisfaction des besoins (ce qui permet alors planification et organisation harmonieuses - comme cela se fait sous le socialisme), mais le profit. Bien sûr, ces mouvements de capitaux d'une branche à une autre sont complexes, multiples et réglés par la concurrence : à travers ces mouvements, les gros, inévitablement, mangent les petits ou bien les petits disparaissent.

Et nécessairement, périodiquement, il arrive que, dans toutes les branches ou presque, à l'échelle mondiale, des appareils de production démesurés deviennent en partie inutilisables : ce sont les crises, comme nous en vivons une en ce moment, avec une masse de fermetures, de licenciements et une hausse considérable du chômage. La guerre économique devient encore plus féroce (les plus gros en profitent) et peut se prolonger en vraie guerre avec toutes les destructions que cela représente.

C'est cela la vie du système capitaliste, c'est cela,

en effet, cet énorme gâchis révoltant pour tous les travailleurs.

Mais il ne cessera qu'avec le capitalisme et c'est bien pour qu'il n'y ait plus de tels gâchis, pour qu'il n'y ait plus de guerre non plus, qu'il faudra en finir un jour avec ce système dans le monde entier.

Mais le mot d'ordre «Halte au gâchis !» est-il juste pour autant ? S'il signifiait «A bas le système capitaliste !», nous serions d'accord. Or, ce n'est pas du tout cela dans la propagande du PCF. Il est relié à toute la conception selon laquelle le gouvernement actuel démolit ou brade l'économie du pays. Selon cette conception, le gâchis est le fruit d'une mauvaise gestion : il suffirait donc de remplacer le gouvernement, les dirigeants d'entreprises (par le moyen des nationalisations par exemple) et de mettre en place une meilleure gestion (qualifiée de démocratique sous prétexte que les dirigeants des partis de gauche et des syndicats y auraient leur part). Et on en aurait fini avec le gâchis ? N'est-ce pas tout le sens du programme du PCF ? C'est ainsi, d'ailleurs, que ses dirigeants ont détourné la lutte contre les licenciements vers une lutte pour changer de gouvernement et c'est ainsi qu'ils continuent à détourner la lutte pour abattre le capitalisme en une lutte pour l'améliorer, l'aménager.

Voilà pourquoi nous considérons que ce mot d'ordre est faux, même s'il repose sur la juste révolte qu'inspire aux travailleurs ce phénomène inhérent au capitalisme.

Mais n'est-ce pas, justement, l'une des caractéristiques des mots d'ordre de ce parti, qui ne mérite plus le nom de communiste, que de saisir les justes aspirations de la classe ouvrière pour la détourner de sa cible - la lutte contre le capitalisme - et la mettre à la traîne de leur programme d'aménagement du capitalisme ?

G. C.

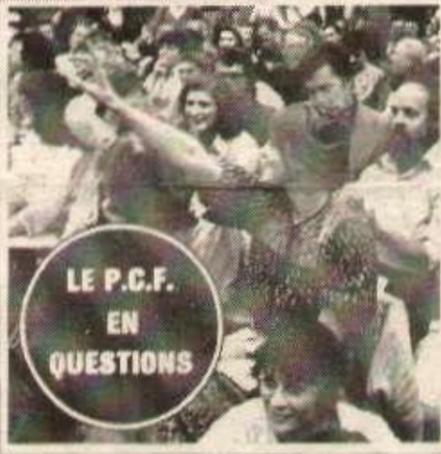
A l'occasion de la parution de L'Humanité Rouge en tant qu'organe central du PCML

Abonnements spéciaux pendant une durée d'un mois

L'abonnement d'un mois : **15 F francs**

Le dernier numéro de «Prolétariat»

spécial PCF est disponible



Prolétariat

programme communiste - bilan dans l'attente
des votes adhésifs - critique des positions d'adhésion
du P.C.F. et de la classe

LE P.C.F. EN QUESTIONS

Prix 14 F
Passez vos commandes à Prolétariat - BP 320 13213
Marseille Cedex 1
CCP - 2130 89 H (Marseille)

Echos des entreprises et quartiers

Montpellier

Message du comité de parti du PCML aux travailleurs de la CIB en lutte

Montpellier, le 3 octobre 1978

Voici le message communiqué par le comité de parti du Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) de Montpellier aux travailleurs de la CIB toujours en lutte.

Chers camarades,

Comme nous l'annoncions dans notre message adressé à votre assemblée générale du lundi 18 septembre, (avec un soutien financier immédiat de 100 F), nous avons engagé, à la mesure de nos forces, une campagne de soutien à votre lutte sur certains quartiers et entreprises de la ville :

- Un tract de popularisation a été diffusé à 2 000 exemplaires par nos militants dans la semaine du 18 au 23 septembre et a reçu un bon accueil de la part des travailleurs et de la population ;
- Nous avons appelé à un soutien financier en organisant des collectes qui ont rapporté 500 F (un billet de 500 F est joint à ce message) ;
- Au niveau national, notre journal a aussi participé à la popularisation de votre lutte grâce aux

articles et photos envoyés par notre correspondant local.

Par votre lutte ferme et résolue, vous avez déjà obtenu le paiement de vos salaires. A présent, vous menez une dure bataille contre les licenciements. Quelle que soit la future direction patronale qui prendra la succession des chantiers, vous avez raison d'exiger que tous soient embauchés sans exception.

Si vous maintenez votre unité Français-immigrés et votre unité dans la coordination de la lutte de toutes les agences CIB, si vous décidez tous les jours en assemblée générale, dans la plus grande démocratie, de la poursuite de vos actions, si vous continuez à faire connaître votre lutte en appelant au soutien les autres travailleurs, les chômeurs, la population, si vous conservez votre fermeté... vous pouvez gagner !

Notre Parti est prêt à vous aider dans ce sens, suivant vos décisions. Face aux coups des patrons et de leur système, l'unité la plus large est nécessaire.

- Vive la lutte des travailleurs de la CIB contre les licenciements !

Le comité de parti du PCML de Montpellier

PRENEZ CONTACT avec
Le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML)

Nom :

Prénom :

Profession :

Lieu de travail :

Adresse :

Code postal :

A retourner à la Boite postale de l'Humanité rouge

Il ne se passe désormais plus de semaines sans que *La Pravda*, *les Temps nouveaux* ou d'autres instruments de propagande de Brejnev, Souslov et Cie n'attaquent, plus ou moins violemment, la politique de tel ou tel parti communiste d'Europe occidentale. Généralement, ces attaques sont menées au nom du « marxisme-léninisme ». Il s'agit, en fait, d'un verbiage où l'on peut entendre des mots qui sonnent « marxistes », mais dont le fond ressemble curieusement à certaines théories du national-socialisme hitlérien. Le fait est particulièrement clair quand une revue comme *Ogoniok*, organe des komsomols (les « jeunes communistes »), rend les « judeo-

francs-maçons » responsables de l'orientation antisoviétique des partis eurocommunistes.

La grossièreté de ces attaques indique que Moscou est prêt à tout pour éliminer, à l'Ouest, leur nouvelle bête noire : l'eurocommunisme.

Ce n'est pas que l'eurocommunisme soit une force antisoviétique conséquente, loin de là. Mais le danger est d'autant plus grand qu'il atteint le principal point d'appui idéologique de Moscou en Europe occidentale : les partis communistes d'Italie, de France et d'Espagne notamment.

Mais qu'est-ce donc que cet eurocommunisme ?

Avant d'approfondir la question théorique et l'analyse de son avenir, il est préférable de jeter un coup d'œil sur la naissance et le développement de ce phénomène.

Brièvement, on peut le caractériser en deux points :

- 1) Prétention à élaborer une voie qualifiée d'originale pour aller au socialisme (refus du modèle soviétique) ;
- 2) Refus de la direction inconditionnelle de Moscou et de l'asservissement de la ligne des PC d'Europe occidentale aux intérêts de Moscou.

Si l'on prend ces deux éléments en compte, on doit constater que l'eurocommunisme n'existait pas encore au début des années soixante, lorsque la direction du PCUS a déclenché ses attaques révisionnistes contre le Parti communiste chinois.

A cette époque, les partis italien, français et espagnol ont, tous trois, suivi aveuglément Krouchtchev : ils ont approuvé et défendu la thèse du passage pacifique au socialisme, désormais possible, et celle de la coexistence pacifique avec l'impérialisme. Quant à marcher à la baguette russe, il suffisait que Krouchtchev pointe le doigt sur le Parti communiste chinois pour que les dirigeants des partis d'Europe occidentale suivent le mouvement.

Il est donc important de remarquer que, sur le plan théorique comme sur celui de l'idéologie, les directions des partis eurocommunistes n'ont

des PC n'est pas un succès pour Moscou. Les principaux partis d'Europe occidentale refusent de se placer sur la position soviétique sur la question de la Tchécoslovaquie et du Parti communiste chinois.

Ce sont surtout les PC espagnol et italien qui insistent sur leur refus d'appliquer le « centralisme démocratique » — c'est-à-dire la baguette soviétique — aux relations de parti à parti et qui commencent à formuler la thèse de la diversité des modèles de socialisme.

Soixante-et-un partis seulement (vingt-et-un de moins qu'à la conférence de 1960) signent le document final sans faire de réserves (le PCF est du lot), tandis que cinq partis au pouvoir n'y participent pas, notamment le Parti communiste chinois, le Parti de Corée du Nord, le Parti yougoslave, le Parti albanais.

Après la conférence de 1969, les PC italien et français vont donner des gages de fidélité à Moscou en excluant des « antisoviétiques » : Garaudy en France, le groupe « Il manifesto » en Italie.

Pourtant, en 1971, ces partis critiquent les autorités soviétiques à l'occasion du procès de Lénine où des juifs sont condamnés.

En 1973, *Mundo obrero*,

organe du PC espagnol, publie le rapport de Manuel Azcarate, responsable des relations internationales du Parti devant le Comité central. Dans ce rapport, Azcarate qualifie « d'étourderie » les propositions du PCUS de condamner le Parti chinois. Et, sur la question de l'Europe, le rapport parle de la nécessité d'une Europe indépendante et démocratique « non-soumise à l'hégémonie d'une quelconque grande puissance ». Et Azcarate propose un resserrement des relations entre les partis d'Europe occidentale. Cela suscite la colère de Moscou qui réplique aussitôt en attaquant Azcarate. Le PCE riposte à son tour en indiquant que c'est le point de vue du Comité central du PC espagnol qu'Azcarate représente.

En janvier 1974, les partis communistes d'Europe de l'Ouest tiennent une importante réunion marquant une première coordination des partis d'Europe de l'Ouest.

En 1975, devant l'ampleur de la protestation contre l'internement du mathématicien dissident Plioutch, les partis français, italien et espagnol protestent.

En mai 1975, le PCF publie un projet de charte des libertés, destiné à le démarquer de la mauvaise image de marque des partis frères de l'Europe de

l'Est.

Enfin, et surtout, en juillet puis en novembre, à Livourne entre le PCI et le PCE, à Rome entre le PCI et le PCF, la coordination des trois PC d'Europe occidentale s'organise.

C'est à la suite de la déclaration de Rome que des journalistes vont commencer à parler d'« eurocommunisme ».

La coordination des efforts des trois partis dans leur autonomie par rapport à Moscou va susciter une vive réaction de Brejnev, Souslov et Cie. Les choses vont s'envenimer.

Le 10 décembre 1975, aux actualités télévisées sur une chaîne de télévision française, un film, tourné clandestinement en URSS, est projeté : le document montre des prisonniers politiques conduits en camp de concentration et gardés par des chiens policiers ; pour les télé-spectateurs français, le document rappelle sans conteste l'hitlérisme.

Le 12 décembre 1975, le Bureau politique du PCF déclare qu'il « exprime sa plus profonde surprise et sa réprobation la plus formelle devant de tels faits injustifiables ».

La Pravda attaque immédiatement le PCF en l'accusant de « contribuer volontairement ou involontairement à attiser une nouvelle campagne antiso-

viétique ».

De son côté, le Parti espagnol va plus loin en affirmant, en janvier 1976, que la situation de la Tchécoslovaquie « est en soi une négation des principes de base du socialisme ».

En février 1976, peu avant la tenue du XXIIe congrès, Georges Marchais annonce l'abandon officiel « de la dictature du prolétariat ». Dans la théorie, le PCF avait renié depuis plusieurs années le principe de la nécessité de la dictature du prolétariat. C'est pourquoi le coup d'éclat de Georges Marchais a été apprécié par beaucoup d'observateurs comme une prise de distance vis-à-vis du système soviétique et des pays de l'Est qui appellent dictature du prolétariat leur dictature sur le prolétariat et le peuple.

Aussi, à la fin du mois de février 1976, le XXVe congrès du PC de l'URSS fut l'occasion de violentes attaques de Brejnev : il qualifia, sans les nommer, les positions des eurocommunistes de « nationalistes », « révisionnistes » et « opportunistes ». Dans le même temps, Brejnev revint sur son projet de conférence mondiale des PC dont les partis occidentaux ne voulaient pas. Dans une telle conférence, la présence des partis d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, totalement entretenus par Moscou, joueraient sans conteste pour Brejnev.

Le 17 mars 1976, Souslov poursuit la campagne déclenchée par Brejnev et reproche aux PC occidentaux d'abandonner « la dictature du prolétariat » et « l'internationalisme prolétarien ». Il faut écouter Jikov,

1966-1976 :

Enfance de l'eurocommunisme

pas changé.

Cependant, une fois que le mouvement communiste a été divisé en deux à l'initiative du PCUS, une nouvelle contradiction est apparue : entre les dirigeants du PCUS (qui prétendent faire marcher les autres à la baguette) et les partis d'Europe occidentale (qui peuvent de moins en moins suivre en tous points la politique du PCUS) : dès que le discrédit s'est installé dans l'opinion publique sur un aspect de la politique soviétique, ils sont obligés de prendre leurs distances.

C'est ainsi, qu'en 1966, le PCF, le PC italien et le PC espagnol critiquent publiquement la répression qui s'abat sur les écrivains dissidents Siniavski et Daniel.

En 1968, c'est l'intervention armée des chars russes et du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, au nom « de la défense du socialisme ». Les trois partis critiquent ou désapprouvent la décision soviétique.

En 1969, Le PC soviétique, désireux de faire exclure le Parti communiste chinois du Mouvement communiste international, convoque, avec l'accord des PC européens, la 3e conférence mondiale des partis communistes.

C'est l'année où Moscou « normalise » la Tchécoslovaquie, faisant, notamment, exclure 500 000 membres du Parti communiste tchécoslovaque. La 3e conférence mondiale



En 1960, les partis italien, espagnol et français avaient soutenu sans réserve la politique du PCUS. Mais quand le discrédit de l'Union soviétique s'est installé dans l'opinion publique, ils ont pris leur distance. On commencera à parler d'eurocommunisme en 1975 après la déclaration qu'ils feront à la suite d'une réunion de coordination. Cette réunion s'est tenue à Rome.

le Bulgare, déclarer : « L'attitude envers l'URSS est la pierre de touche du caractère révolutionnaire et de l'internationalisme, la ligne de clivage entre les forces de progrès et les forces de la réaction. »

Et Souslov indique nettement : « Tout ce que les opportunistes font passer pour des variétés régionales ou nationales du marxisme n'a rien de commun avec la théorie révolutionnaire et porte atteinte à la classe ouvrière. »

Selon une méthode chère au PC soviétique employée contre Azcarate ou aujourd'hui, en France, contre Elleinstein, une brochure paraît en mars 1976 à Moscou pour attaquer le responsable des questions culturelles du PC italien, *L'Unita*, organe central du PCI, répond alors que ce sont « les choix fondamentaux du PCI et d'autres partis communistes occidentaux » qui sont visés.

C'est dans ce climat de relations extrêmement tendues que se tient, le 29 juin 1976, la conférence des partis communistes d'Europe à Berlin-Est.

Celle-ci sera le premier affrontement entre d'une part les Soviétiques et leurs valets et, d'autre part, les partis qui s'opposent à leurs diktats.

Henri JOUR